



Pour diffusion immédiate
Le mercredi 7 décembre 2005

Institute for
Research on
Public Policy
Institut de
recherche
en politiques
publiques

COMMUNIQUÉ

Des élections à date fixe : une mesure clé pour diminuer le cynisme des électeurs et stimuler la participation électorale

Montréal – Tandis que les Canadiens s'apprêtent à braver l'hiver pour exercer leur droit de vote lors de la deuxième élection fédérale en moins de deux ans, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org) lance aujourd'hui une étude préconisant l'adoption d'élections à date fixe, une réforme qui s'inscrirait dans une stratégie visant à stimuler la participation électorale et à amoindrir le cynisme des électeurs.

Son auteur, Henry Milner (chercheur invité à l'IRPP et professeur de science politique à l'Université Laval), révèle que sur 40 démocraties comparables à la nôtre, seuls 12 pays – dont le Canada – n'appliquent aucune forme de scrutins à date fixe.

Cette donnée vient contredire l'idée largement répandue voulant que les élections à date fixe soient incompatibles avec les systèmes politiques parlementaires. En fait, la plupart des démocraties parlementaires d'Europe et de Scandinavie, y compris celles qui ont des institutions de type Westminster, appliquent des modalités flexibles de scrutins à date fixe selon lesquelles les dates d'élection sont établies par la loi, tout en prévoyant des dispositions permettant au besoin de tenir un scrutin hâtif.

L'auteur ajoute que les scrutins à date fixe bénéficieraient à tous en favorisant la responsabilisation des gouvernements, la réduction du coût des élections, l'équité et la confiance envers le processus politique. Il rappelle que la Colombie-Britannique applique déjà cette procédure et que l'Ontario envisage également son adoption.

« La force des arguments en faveur des élections à date fixe place le fardeau de la preuve sur les épaules des partisans du statu quo », estime Henry Milner. D'autant plus que la plupart des sondages d'opinion indiquent que les Canadiens y sont majoritairement favorables.

L'auteur recommande donc :

- ◆ L'adoption d'une date précise, préférablement au début de l'automne, pour que les scrutins se tiennent après les vacances estivales et avant l'entrée en session de la Chambre des communes et des assemblées législatives des provinces.
- ◆ L'élaboration de dispositions prévoyant au besoin la tenue d'élections hâtives et stipulant, le cas échéant, que le scrutin suivant se tiendrait quatre années plus tard à la date désignée.

Selon l'auteur, ce changement nécessaire ne suffirait pas, à lui seul, à réduire le cynisme croissant des Canadiens (surtout parmi les jeunes), responsable de la baisse marquée de la participation électorale, passée de 75 p.100 en 1988 à 61 p.100 en 2004. Il faciliterait cependant l'application de programmes d'éducation civique, de simulations d'élections et autres outils éprouvés visant à stimuler cette participation. Surtout, le simple fait d'empêcher le parti au pouvoir de dicter le calendrier électoral viendrait amoindrir le cynisme des électeurs.

Intitulé « Fixing Canada's Unfixed Elections Dates: A Political Season to Reduce the Democratic Deficit », ce texte est la plus récente étude de la série *Enjeux publics* parue dans le cadre du programme de recherche « Renforcer la démocratie canadienne » de l'IRPP. Elle est disponible sur le site de l'IRPP au www.irpp.org.

-30-

Pour tous renseignements ou demandes d'entrevue, prière de contacter l'IRPP.

Pour recevoir par courriel les avis aux médias et communiqués de l'IRPP, prière de s'abonner sur notre site Web à notre service de distribution en ligne, au www.irpp.org.

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP.org) est un organisme sans but lucratif national et indépendant basé à Montréal.

Renseignements :

Jeremy Leonard (jleonard@irpp.org)

Associé principal, Diffusion de la recherche (IRPP.org)

Bureau : (514) 985-2461, poste 323 – cellulaire : (514) 235-8308